

Responsabilités collectives

Jean-Pierre BOREL

mai 2013

1 – PRESENTATION GENERALE

Mon activité a été principalement consacrée à des responsabilités d'animation et de gestion de 1992 à 2003, puis à nouveau depuis 2007. Je suis actuellement en position de délégation à plein temps à l'AERES, où je suis « Délégué scientifique » à la section qui s'occupe des Etablissements.

Responsabilités locales

Après avoir construit le premier DEUG « modulaire » au tout début des années 90, j'ai été élu **Doyen de la Faculté des Sciences** de l'Université de Limoges. J'ai effectué deux mandats, de 1992 à 2002.

J'ai été **Vice-Président du Conseil d'Administration** de l'Université de Limoges de 1995 à 1999, plus particulièrement chargé du service de formation continue et d'un réseau universitaire.

Je me suis impliqué comme expert technique à la CCI de Limoges, membre de l'ADER-LPC et de l'association pilotant l'apprentissage en Région.

Depuis 2008, je me suis investi dans la construction d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur, le PRES « Limousin Poitou-Charentes », qui associe les universités de Limoges, Poitiers et La Rochelle, et deux écoles d'ingénieurs publiques. Nommé chargé de mission à la construction du PRES en 2008, j'ai été élu **Vice-Président du PRES** en septembre 2009 pour deux ans. Je suis resté 4 ans membre de son Bureau et de son Comité permanent.

Responsabilités nationales universitaires

J'ai créé la **Conférence des Doyens Sciences** CDUS début 1995, j'en ai assuré la présidence jusqu'en 2002. Au travers de cette Conférence, j'ai participé à tous les grands travaux de cette période : réflexion sur les formations menée par le Ministre Bayrou, rapport Attali, mise en place du LMD, réflexion sur la recherche Cohen – Le Déault, mise en place des licences professionnelles.

J'ai participé, comme représentant de la CPU, aux travaux du **comité de suivi de la licence professionnelle** entre 2001 et 2008 (travaux thématiques, rapports, visites de terrain). J'ai également représenté les composantes universitaires au sein du **comité finances de l'AMUE**, de 2000 à 2008. J'ai cessé ces deux activités à mon arrivée à l'AERES.

Nomination à des responsabilités nationales

J'ai été nommé **Chargé de mission** par Francine Demichel, Directrice de l'Enseignement Supérieur. J'ai exercé auprès d'elle cette fonction en 2001 et 2002,

l'alternance politique y a mis fin. Mon rôle a été un travail de réflexion et d'animation de l'ensemble du secteur scientifique.

Depuis 2008, je travaille à l'Agence pour l'Evaluation de la Recherche et l'Enseignement Supérieur, comme **Délégué scientifique** dans la section chargée des établissements. Ce travail m'occupe actuellement à mi-temps, après trois années à temps plein.

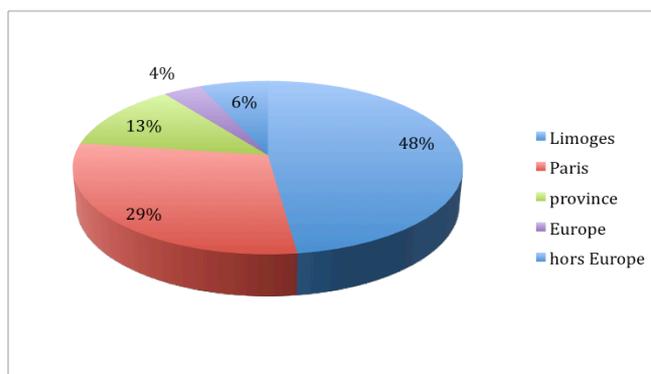
Responsabilités internationales

Au niveau européen, j'ai été « **national delegate** » représentant la France entre 1996 et 2001 au sein de l'EADS (association européenne des doyens de Sciences).

Je me suis également investi dans le **réseau scientifique de l'AUF** depuis 1995. J'ai fait partie de son bureau pendant 8 ans, et contribue toujours à l'animation scientifique de ce réseau, et de ses colloques internationaux (Fès 2008, Dakar 2009, Beyrouth 2010, Montpellier 2011, Québec 2013).

Enfin, je pilote actuellement un **programme européen Tempus « MODEGOV »**, associant 12 universités (3 françaises, 1 portugaise, 1 roumaine, et 7 marocaines), sur la modernisation de la gestion des Facultés des Sciences et Techniques du Maroc. Ce programme a été retenu, au titre des mesures structurelles, l'an passé. Il fonctionne depuis octobre 2010, et progresse normalement.

Toutes ces activités ont conduit à de nombreuses interventions dans des colloques et conférences, ou textes d'orientation (cf liste en annexe). Elles se sont également traduites par de très nombreux déplacements, environ 1100 jours pour les dix dernières années (55 % Paris, 25 % province, 20 % étranger), pour une grosse moitié de mon activité professionnelle.



Responsabilités collectives

Jean-Pierre BOREL

mai 2013

2 – RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

Après avoir construit le premier DEUG « modulaire » au tout début des années 90, j'ai été élu **Doyen de la Faculté des Sciences** de l'Université de Limoges. J'ai effectué deux mandats, de 1992 à 2002. La Faculté des Sciences a compté jusqu'à 3.500 étudiants, 300 personnels titulaires et autant de vacataires, un budget consolidé de près de 20 M€ (année 2001). J'ai géré l'augmentation spectaculaire des effectifs entre 1992 et 1997, la création d'une école d'ingénieur interne sur les spécialités de la Faculté et le redéploiement de ses spécialités, la création de nouvelles filières : STAPS et TIC (en liaison avec la formation des emplois jeunes), et quelques dossiers plus particuliers :

- ✓ développement de l'enseignement de l'anglais,
- ✓ développement des moyens informatiques en libre accès,
- ✓ création d'une vie associative des personnels,
- ✓ réflexion autour du concept d'école doctorale lancée dès 1992,
- ✓ création d'un service du DEUG, précurseur du service actuel « L ».

J'ai été **Vice-Président du Conseil d'Administration** de l'Université de Limoges de 1995 à 1999, plus particulièrement chargé du service de formation continue, où j'ai mis en place un vrai pilotage de l'établissement, et d'un réseau universitaire avec Poitiers, La Rochelle, Tours, Orléans et Angers (RUCO). J'ai également piloté la construction du système de visioconférence de l'université, encore opérationnel aujourd'hui, et conduit deux audits autour des questions de sécurité.

Je me suis impliqué, comme responsable universitaire, dans un certain nombre d'activités voisines :

- ✓ en tant qu'expert technique à la CCI de Limoges ;
- ✓ comme membre de l'ADER-LPC ;
- ✓ comme membre de l'association pilotant l'apprentissage en Région ;
- ✓ comme membre du bureau d'un CRITT ;
- ✓ comme membre de diverses commissions locales, notamment le groupe de réflexion « Limousin 2017 », réflexion prospective menée en 1997.

Depuis 2008, je me suis investi dans la construction d'un Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur, le PRES « Limousin Poitou-Charentes », qui associe les universités de Limoges, Poitiers et La Rochelle, et deux écoles d'ingénieurs publiques. Nommé chargé de mission à la construction du PRES en 2008, j'ai été élu **Vice-Président du PRES** en septembre 2009 pour deux ans, et ai fait partie de son Bureau et de son « Comité permanent », organe de discussion et de propositions, où j'étais plus particulièrement chargé de la recherche et des activités de formation niveau M.

J'ai contribué notamment à la construction d'un dispositif doctoral commun aux trois universités, et co-animé la réflexion sur les futurs contrats d'établissement en 2011-12. J'ai également eu de nombreux contacts en région, et notamment présenté la démarche PRES

au Conseil Économique et Social régional du Limousin, dans le cadre d'une réflexion qui a mené sur les enjeux dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

3 – CONDUITE DE PROJETS COLLECTIFS

Dans le cadre de mes diverses fonctions, j'ai mené un certain nombre de projets déjà mentionnés, sur lesquels je ne reviens donc pas ici en détail :

- montage et pilotage du programme TEMPUS « MODEGOV »
- montage et responsabilité d'un Plan pluri formations « GIC »
- montage et responsabilité d'un thème de recherche transversal « SeFSI »
- projet européen de valorisation « PICSI » ;
- installation de l'ensemble du système de visioconférence de l'université de Limoges, financement FEDER de 1,5 MF en 1996, conduit avec un cabinet spécialisé toulousain ;
- audits de sécurité de l'Université de Limoges, en 1996 et 1998 ;
- réflexion sur l'avenir du campus de la Faculté des Sciences, menée en 1994-95 avec un cabinet d'audit parisien, qui a mené à une vision prospective à long terme. Un nouveau bâtiment de recherche, en fin de construction aujourd'hui, vient de se placer dans la logique élaborée lors de cet audit.

4A – RESPONSABILITES ET MANDATS NATIONAUX

J'ai créé la **Conférence des Doyens Sciences** CDUS début 1995, j'en ai assuré la présidence jusqu'en 2002. Au travers de cette Conférence, qui a maintenant pris toute sa place dans le panorama universitaire national, j'ai participé à tous les grands travaux de cette période : réflexion sur les formations menée par le Ministre Bayrou, au travers des groupes thématiques de travail « Sciences » et « Technologie », rapport Attali pour lequel j'ai été auditionné, puis mise en place du LMD, réflexion sur la recherche Cohen – Le Déault, mise en place des licences professionnelles où j'ai fait partie du petit groupe qui a mis au point le concept et rédigé l'arrêté de création.

Ces sept années de travail se sont traduites par de nombreux documents, interviews dans la presse nationale et spécialisée, et l'organisation de six colloques nationaux (cf annexe) avec la participation de personnalités éminentes, comme Edith Cresson (alors commissaire européen) à Strasbourg en 1998.

Je continue à travailler au sein de la Conférence, comme membre associé de son Bureau. J'ai par exemple participé à la réflexion récente sur la mise en place des masters « enseignement » (groupe national Sciences), et m'occupe d'initier des relations avec le groupe Pascaline (formations de niveau M, diplôme d'ingénieur et master, en informatique et télécom).

J'ai participé, comme représentant de la CPU, aux travaux du **comité de suivi de la licence professionnelle** entre 2001 et 2008 : travaux thématiques, rapports, visites de licences professionnelles sur le terrain.

J'ai également représenté les composantes universitaires au sein du **comité finances de l'AMUE**, de 2000 à 2008. Ce groupe a réuni quelques universitaires, des agents

comptables, secrétaires généraux, et des représentants des ministères (MINEFI, MESR). Il discutait des procédures financières et comptables, des enjeux universitaires (par exemple, question des coûts complets, de la mise en place des SAIC), et des produits de gestion proposés par l'Agence (Nabuco, puis maintenant Sifac).

J'ai eu également l'occasion de mener un certain nombre d'expertises, notamment pour le compte du CNE, mais aussi de l'AUF et sur des projets de recherche financés par des régions (autres que la mienne).

Je fais partie depuis 1992 de l'association **Promosciences**, dont l'objet est la promotion des premiers cycles scientifiques. J'ai participé à une quinzaine de colloques nationaux de cette association, quelquefois comme intervenant, voire représentant de la DES. Je suis actuellement membre de son Conseil d'Administration.

J'ai été membre (rang B) de la 25^{ème} section du CNU en 1991 (arrêt lorsque j'ai été nommé Professeur), et membre du jury de l'Agrégation de Mathématiques pendant 8 ans, de 1985 à 1992.

4B – FONCTIONS NATIONALES

J'ai été nommé **Chargé de mission** par Francine Demichel, Directrice de l'Enseignement Supérieur. J'ai exercé auprès d'elle cette fonction en 2001 et 2002, l'alternance politique y a mis fin avec l'arrivée d'un nouveau DES.

Mon rôle a été un travail de réflexion et d'animation de l'ensemble du secteur scientifique. J'ai notamment animé un cycle de colloques nationaux sur la désaffection sur les sciences, mis en place des chargé de mission auprès du Recteur pour les disciplines scientifiques dans huit académies expérimentales (ce dispositif a ensuite été généralisé et existe toujours), et conduit un appel d'offres à projets pédagogiques innovants en L auquel la quasi totalité des universités ayant un secteur scientifique ont répondu.

Depuis 2008, je travaille à l'Agence pour l'Evaluation de la Recherche et l'Enseignement Supérieur, comme **Délégué scientifique** dans la section chargée des établissements. Je le suis à plein temps depuis septembre 2009.

Il s'agit d'organiser l'évaluation d'universités et d'écoles, à partir des dossiers fournis, du travail d'évaluation des formations et des laboratoires effectués par les autres sections de l'AERES, et des constats faits par un groupe de visite. Cela représente actuelle sept établissements par an. S'ajoute à cela un travail de rédaction de synthèses, de guides méthodologiques de travail, et de formation des experts qui composent les groupes de visite dans les établissements.

Parmi les établissements dont j'ai été chargé, plusieurs universités (Cergy-Pontoise, Dijon, Montpellier II, Nantes, Paris 2, Pau, Strasbourg), l'ENS Lyon, l'Ecole française d'Athènes, des écoles d'ingénieurs publiques (Centrale Lille, INSA Rouen, ENI Metz, ENI Saint-Etienne, IOTA), du secteur agricole (Agro-ParisTech, ONIRIS), de statut privé (ESTP Paris, Institut Lasalle) ou municipal (ESPCI), et d'architecture (ENSA Grenoble, ENSA Strasbourg), ainsi que l'ABES (agence bibliographique de l'enseignement supérieur) et le CNAM.

5 – RESPONSABILITES ET MANDATS INTERNATIONAUX

Mes responsabilités nationales m’ont conduit à m’investir dans la conférence européenne des doyens de Sciences, EASD. J’y ai été « **national delegate** » représentant la France entre 1996 et 2001.

Je me suis également investi dans le **réseau scientifique de l’AUF** depuis 1995. J’ai fait partie de son bureau pendant 8 ans, et contribue toujours à l’animation scientifique de ce réseau. J’ai notamment été membre du conseil scientifique de ses trois derniers colloques annuels sur le L, puis le M, et enfin le D (Créteil – 2007, Fès – 2008, Dakar – 2009). J’ai fait dans les deux derniers colloques des présentations sur des actions menées dans mon université et/ou mon PRES.

J’ai représenté institutionnellement à deux reprises mon Université dans les assemblées de l’AUF, à Beyrouth et à Québec.

Je pilote un **programme européen TEMPUS « MODEGOV », Nouveaux enjeux, nouvelles organisations pour les Facultés des Sciences et Techniques du Maroc**, associant 12 universités :

- ✓ 5 européennes : Limoges (chef de file), Poitiers, Nancy 1 (Henri Poincaré), Bacau (Roumanie), Lisbonne (Portugal);
- ✓ 7 marocaines : Marrakech (Cadi Ayyad), Tanger (Abdelmalek Essaadi), Fès (Sidi Mohamed Ben Abdellah), Errachidia (Moulay Ismael), Mohammadia (Hassan II), Settat (Hassan 1^{er}), Beni Mellal (Sultan Moulay Slimane).

Il porte sur la modernisation de la gestion des Facultés des Sciences et Techniques du Maroc, et la mise en place d’une démarche qualité. Ce projet d’1 M€ a été retenu en 2009 sur la short list (20% des projets), mais non retenu lors des choix politiques. Présenté à nouveau en mars 2010, il a été retenu et a commencé en octobre 2010. Il doit se terminer en février 2014, le rapport intermédiaire (avril 2012) a fait l’objet d’une appréciation favorable de Bruxelles.

|